

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

N° 12928

Dr A

**Audience du 22 mars 2017
Décision rendue publique
par affichage le 31 mai 2017**

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins le 6 octobre 2015, la requête présentée pour le Dr A, qualifié spécialiste en chirurgie plastique reconstructrice et esthétique ; le Dr A demande à la chambre :

- 1) l'annulation de la décision n° 5317, en date du 7 septembre 2015, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse, statuant sur la plainte du conseil départemental de Vaucluse de l'ordre des médecins, lui a infligé la sanction de l'interdiction d'exercer la médecine pendant trois mois avec sursis,
- 2) le rejet de la plainte et le versement à son profit de 3 000 euros par le conseil départemental de Vaucluse au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

Le Dr A soutient que la plainte a été motivée par la publication dans un quotidien d'un article relatif à une technique nouvelle de traitement de la calvitie au moyen d'un robot ; que la décision de la chambre disciplinaire de première instance qui le sanctionne pour ce fait est insuffisamment motivée ; qu'elle n'indique pas en quoi il aurait manqué de prudence et révélé une attitude publicitaire ; qu'au fond, il a parfaitement respecté les dispositions de l'article R. 4127-13 du code de la santé publique ; qu'il n'a fourni au journaliste venu l'interroger que des données exactes et confirmées dont il communique toutes les références ; qu'il a respecté l'obligation de prudence, malgré le caractère inapproprié de certaines expressions utilisées dans l'article ; que l'article est purement informatif et non laudatif de sa pratique de médecin ; qu'il n'a fait aucune proposition de consultation en direction du lecteur ni stigmatisé une catégorie particulière de patients ; qu'il n'a aucun lien avec le quotidien ni avec la société qui commercialise le robot ; que l'article qui ne mentionne pas son adresse n'est publicitaire ni dans son intérêt ni dans celui du système ; que de nombreux précédents relatifs à des situations analogues à la sienne ont abouti à des relaxes ou à des sanctions bénignes ; que, subsidiairement, la sanction infligée est d'une disproportion manifeste par rapport aux faits incriminés et à la jurisprudence ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 27 février 2017, le mémoire présenté pour le Dr A qui reprend les conclusions et les moyens de sa requête ; il porte à 4 000 euros le montant de sa demande au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

Le Dr A soutient, en outre, que de nouvelles publications scientifiques viennent confirmer l'exactitude des propos tenus au journaliste auteur de l'article incriminé ;

Vu les pièces dont il ressort que la requête a été communiquée au conseil départemental de Vaucluse, dont le siège est 1898, route de Morières - R.N. 100 à Avignon (84000), qui n'a pas produit de défense ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, notamment le I de l'article 75 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 22 mars 2017 :

- Le rapport du Dr Kahn-Bensaude ;

- Les observations de Me Lucas-Baloup pour le Dr A et celui-ci en ses explications ;

- Les observations du Dr Cavin pour le conseil départemental de Vaucluse ;

Le Dr A ayant été invité à reprendre la parole en dernier ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. Considérant que pour condamner le Dr A à une interdiction d'exercice de la médecine de trois mois avec sursis, la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse s'est bornée, après avoir cité l'article R. 4127-13 du code de la santé publique, à relever qu'il résultait de la lecture de l'article incriminé que le praticien avait manqué à l'obligation de prudence et qu'il révélait une attitude publicitaire, sans indiquer sur quels éléments précis elle fondait sa conviction ; que la décision est ainsi insuffisamment motivée et doit être annulée ;

2. Considérant qu'il y a lieu d'évoquer et de statuer sur la plainte du conseil départemental de Vaucluse à l'encontre du Dr A ;

3. Considérant que la plainte initiale du conseil départemental de Vaucluse contre le Dr A est fondée sur la publication dans un journal du 12 août 2014 d'un article qui « *dépasse largement le stade de l'information et s'apparente à une action publicitaire* » et méconnaît en conséquence les dispositions des articles R. 4127-13 et -19 du code de la santé publique ; qu'au cours de l'instruction de cette plainte par la chambre disciplinaire de première instance, le conseil départemental a produit à titre de « *complément de dossier* » copie d'un dépliant publicitaire relatif au procédé de « *coolsculpting* » mis en œuvre par le Dr A ;

4. Considérant, en premier lieu, que, sous le titre « *Un robot au poil pour repeupler les boules à zéro* », le numéro du 12 août 2014 d'un quotidien présente, dans un long article agrémenté d'une photographie de l'intéressé en train d'opérer, le Dr A, « *premier chirurgien esthétique français à s'être doté d'un appareil révolutionnaire pour la transplantation capillaire* » ; que, si l'article est principalement consacré à la description des techniques d'implantation capillaire et notamment de celles qu'utilise le Dr A, il comporte également des appréciations louangeuses sur son activité telles que « *augmentation mammaire, lipoaspiration, lifting, le Dr A manie le bistouri depuis plus de 25 ans pour*

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

transformer la vie de ses clients (...) des pieds à la tête » ; qu'un « pavé » complémentaire décrit la carrière professionnelle du Dr A et les motifs pour lesquels il se consacre désormais à la chirurgie esthétique ; que la publication a ainsi, au moins en partie, un caractère publicitaire et révèle de la part du Dr A une imprudence et un manque de vigilance quant à l'usage fait de son nom et de ses déclarations, en violation des articles R. 4127-19 et -20 du code de la santé publique ;

5. Considérant, en second lieu, que le conseil départemental de Vaucluse a produit à titre de « *complément de dossier* » un dépliant, manifestement publicitaire tant par son texte que par la photographie qui l'agrément, vantant les bienfaits du « *coolsculpting* » pratiqué par le Dr A dont le numéro de téléphone est indiqué avec la mention « *Prenez rendez-vous dès aujourd'hui !* » ; que le Dr A a eu communication devant la chambre disciplinaire de première instance de ce « *complément de dossier* » émanant du conseil départemental et a été ainsi mis à même de présenter sa défense sur ce point ; qu'il ne conteste pas être à l'origine du document, dont il a admis dans une lettre adressée au conseil départemental, qu'il devait se trouver dans sa salle d'attente ; que le fait qu'il aurait cessé de pratiquer ce type de « *traitement* » ne retire pas à l'établissement et à la diffusion, même restreinte, de ce document son caractère de manquement à l'interdiction de pratiquer la médecine comme un commerce et d'user de procédés publicitaires ;

6. Considérant qu'il sera fait une juste appréciation de l'ensemble des circonstances de l'espèce en infligeant au Dr A la sanction de l'interdiction d'exercer la médecine pendant un mois avec sursis ;

7. Considérant que les dispositions du I de l'article 75 de la loi susvisée du 10 juillet 1991 font obstacle à ce qu'il soit fait droit aux conclusions du Dr A relatives aux frais exposés et non compris dans les dépens ;

PAR CES MOTIFS,

D E C I D E :

Article 1^{er} : La décision de la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse, en date du 7 septembre 2015, est annulée.

Article 2 : La sanction de l'interdiction d'exercer la médecine pendant un mois avec sursis est infligée au Dr A.

Article 3 : Le surplus des conclusions du Dr A est rejeté.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au Dr A, au conseil départemental de Vaucluse de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse, au préfet de Vaucluse, au directeur général de l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, au procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Avignon, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé.

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Ainsi fait et délibéré par : Mme Aubin, président de section honoraire au Conseil d'Etat, président ; Mme le Dr Kahn-Bensaude, MM. les Drs Blanc, Bouvard, Emmery, Fillol, membres.

Le président de section honoraire au Conseil d'Etat,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

Marie-Eve Aubin

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.